



www.journaldumali.com

Journal du Mali

N°440 du 14 au 20 septembre 2023

L'hebdo

JNIM

QUELLE STRATÉGIE ?

RPM

DÉSACCORD PERSISTANT

DENGUE

UN CAS À BAMAKO



SÉCURITÉ

LA GUERRE OUVERTE

Les FAMA font face aux groupes terroristes et à la CMA dans une guerre sanglante. Les différents acteurs n'entendent rien lâcher.

GRATUIT

Ne peut être vendu

L'UEFA CHAMPIONS LEAGUE
ET LES + GRANDS CHAMPIONNATS EN EXCLUSIVITE



SAISON 2023/2024

LE DECODEUR

A 1 000 FCFA

DES LA FORMULE EVASION (10 000 FCFA)*



*Tarif TTC en vigueur du 15 au 30 septembre 2023 dans la limite des stocks disponibles pour tout nouvel abonnement à la formule EVASION, lié à l'achat d'un décodeur HD CANAL+ à 1 000 FCFA. Parabole et installation gratuites. Voir conditions auprès de votre distributeur agréé ou le 36 555.

ÉDITO

La guerre

La guerre est terrible, l'écrire est même un euphémisme. Depuis plusieurs semaines, comme vous pourrez le lire de manière plus détaillée dans les pages suivantes, le Mali est entré dans une nouvelle phase de la guerre menée depuis une décennie. Face aux groupes terroristes et face à la Coordination des mouvements de l'Azawad (CMA). Cette nouvelle phase se matérialise dans la communication des différents protagonistes, l'armée malienne dans tous ses communiqués évoquant désormais des opérations ou des combats contre des terroristes. Ce qui n'est pas surprenant au regard de la collusion entre ces différents groupes ex-rebelles et terroristes comme cela fut déjà constaté en 2012. Nous présumons que le départ de la MINUSMA engendrerait des troubles, mais nous ne les pressentons pas pour tout de suite. L'effroyable attaque contre le bateau Tombouctou par le JNIM, qui a fait plusieurs dizaines de victimes civiles alors que ce groupe terroriste assurait avoir des méthodes différentes de son « rival », l'État islamique. Même plumage. L'attaque de Bourem par la CMA pour freiner la progression de FAMA, stationnés dans cette zone et destinées à reprendre les emprises de la MINUSMA à Tessalit, Aguelhoc et Kidal notamment, sert si besoin en était de marqueur de la « mort » de l'Accord pour la paix. En l'état du moins. Cette nouvelle donne nous oblige, à Bamako, à saisir toute la fragilité dans laquelle nous nous trouvons. À, dans nos actes et paroles, faire ressentir à ceux qui vivent l'horreur dans le nord et le centre du pays une solidarité pleine et entière. Sans être donneur de leçons, c'est le moins que nous puissions faire. Dans cette dynamique, le soutien à nos forces de défense doit être sans faille. Elles sont notre bouclier à tous. Alea jacta est, comme le diraient les latinistes. La guerre n'a jamais de vainqueurs, mais les hommes ne l'ont toujours pas compris.

BOUBACAR SIDIKI HAIDARA

LE CHIFFRE

333 millions

C'est le nombre d'enfants qui sont en situation d'extrême pauvreté dans le monde, selon un rapport de l'UNICEF publié le 13 septembre 2023. 40% de ces enfants se trouvent en Afrique subsaharienne.

ILS ONT DIT...

« Nous avons dépensé plus de 600 millions d'euros sur des missions civiles et militaires au Sahel depuis dix ans. Nous avons formé environ 30 000 personnes au Mali et au Niger. Tout cela n'a pas aidé à consolider les forces armées et leur capacité de soutenir le gouvernement démocratique (...). Ne nous auto-flagellons pas et surtout ne commençons pas à culpabiliser un des pays de l'UE qui est dans la tête de tout le monde ». **Josep Borrell, Haut représentant de l'Union européenne pour les Affaires étrangères et la politique de sécurité**, le 12 septembre 2023.

« Nous sommes convaincus que l'armée et le peuple russe remporteront certainement une grande victoire dans la lutte sacrée pour punir le rassemblement du mal qui prétend à l'hégémonie et nourrit une illusion expansionniste ». **Kim Jong-Un, Dirigeant de la Corée du Nord**, le 13 septembre 2023.

RENDEZ-VOUS

16 septembre 2023 :

AC Milan - Inter Milan - Serie A

17 septembre 2023 :

Coup de balai - Bamako

19 septembre 2023 :

Début de la Ligue des Champions

30 septembre 2023 :

La Nuit des AET - Granada Hôtel de l'Amitié - Bamako

UN JOUR, UNE DATE

16 septembre 1914 : Début de la première guerre mondiale



Le Malien **Hamane Niang**, qui vient de passer le flambeau à la tête de la FIBA, a été nommé le 11 septembre Président de la Fondation de la FIBA. Le mandat d'Hamane Niang, qui est également Président honoraire de la FIBA, va couvrir la période 2023 - 2027.



Le match Côte d'Ivoire - Mali du 12 septembre a dû être arrêté à la mi-temps à cause de l'état de la pelouse du **stade Alassane Ouattara d'Abidjan**, gorgée d'eau par la pluie. Il doit accueillir la cérémonie d'ouverture et la finale de la prochaine CAN, en janvier 2024.

LA PHOTO DE LA SEMAINE



Les délégués du match et responsables du **stade Alassane Ouattara d'Ebimpé** constatent l'impraticabilité de la pelouse due à la pluie lors du match amical Côte d'Ivoire-Mali. 12 septembre 2023..

SÉCURITÉ : LA GUERRE ENTRE DANS UNE NOUVELLE PHASE

La situation sécuritaire dans le nord du pays s'est considérablement dégradée depuis le début du mois de septembre, avec la multiplication des attaques terroristes visant des positions des Forces armées maliennes (FAMA) mais aussi des civils. Par ailleurs, alors que l'armée s'apprête à reprendre les camps de la Minusma dans la région de Kidal, la Coordination des mouvements de l'Azawad (CMA), de son côté, est déterminée à garder les zones sous son contrôle.

MOHAMED KENOUI

49 civils et 15 militaires tués, des blessés et des dégâts matériels. C'est le bilan provisoire donné par le gouvernement de la double attaque terroriste revendiquée par le Groupe de soutien à l'Islam et aux Musulmans (JNIM) le 7 septembre 2023, contre le bateau « Tombouctou » reliant Gao à Mopti et la base militaire des FAMA à Bamba, dans la région de Gao. 407 rescapés de cette attaque sont arrivés le jour suivant à Gourma-Rharous, où dans une vidéo diffusée sur les réseaux sociaux, ils appelaient les autorités de la Transition à l'aide. « Tous mes enfants sont morts, ma famille entière, il ne me reste plus que mon petit-fils, que vous voyez avec moi », se lamente un vieil homme devant un groupe de rescapés qui scande : « nous voulons quitter ici ». « Nous avons perdu beaucoup de personnes, des enfants tout comme des adultes et des personnes âgées. Nous sommes fatigués. Nous n'avons ni à manger ni à boire, nous avons tout perdu dans cette tragédie. Nous voulons rentrer chez nous », confie, très remontée, une femme. Ce sont les affres, les dernières d'une guerre qui s'étend et devient de plus en plus meurtrière. Le 8 septembre, au lendemain de cette double attaque, le camp militaire de Gao a été à son tour la cible d'une attaque terroriste faisant une dizaine de morts et des blessés parmi les Forces armées maliennes, suivie 3 jours après, le 11 septembre, de tirs d'obus à l'aéroport de Tombouctou occasionnant des dégâts matériels dans le camp de la MINUSMA s'y trouvant.

Guerre ouverte Au même moment où les attaques du JNIM se multiplient, la CMA, de son côté, mène des actions dans le but d'empêcher la perte des zones qu'elle contrôle dans le nord du pays. Dans un communiqué en date du 10 septembre, le Cadre stratégique permanent pour la paix, la sécurité et le développement (CSP-PSD), regroupant la CMA et d'autres mouvements signataires de l'Accord pour la paix, « tout en désignant la junte au pouvoir à Bamako comme seule responsable des conséquences graves qu'engendrera sa stratégie actuelle de rompre le cessez-le feu », déclare « adopter dorénavant toutes mesures de légitime défense contre les forces de cette junte partout sur l'ensemble du territoire de l'Azawad ». « Le CSP-PSD appelle les populations civiles à s'éloigner au maximum des installations, mouvements et activités militaires et les assure que ses forces feront de la sécurisation des personnes et de leurs biens leur priorité contre

La reprise des hostilités, qui semblait inévitable entre les deux camps, fait basculer la situation sécuritaire dans le pays dans une nouvelle phase depuis la signature de l'Accord pour la paix et la réconciliation en 2015.

toutes sortes de menaces », poursuit le communiqué, signé du Président Alghabass Ag Intalla. Mais le Mouvement pour le salut de l'Azawad (MSA) et la Plateforme des mouvements du 14 juin d'Alger s'en sont désolidarisés pour n'avoir pas été associés à la rédaction de la déclaration. Le 11 septembre, dans une



Les terroristes du Groupe de soutien à l'Islam et aux musulmans multiplient les attaques ces dernières semaines contre l'armée et les civils.

« communication en temps de guerre », la cellule d'information et de communication des affaires militaires de l'Azawad, créée quelques jours plus tôt, demandait « à tous les habitants de l'Azawad de se rendre sur le terrain pour contribuer à l'effort de guerre dans le but de

doit reprendre les camps de la MINUSMA dans la région de Kidal est stationné dans cette zone. Les combats violents ont duré plusieurs heures et la CMA s'est repliée suite à l'intervention des vecteurs aériens de l'armée, qui ont effectué de nombreuses frappes. L'État

défendre et protéger la patrie et ainsi reprendre le contrôle de l'ensemble du territoire national azawadien ». Pour concrétiser ses menaces, la CMA est passé à l'acte le 12 septembre en s'attaquant à une position de l'armée malienne à Bourem, dans la région de Gao. Selon certaines sources, le dispositif de l'armée malienne qui

major général des armées, qui n'évoque pas la CMA dans son communiqué, parle « d'une attaque complexe aux véhicules piégés de plusieurs terroristes à bord de plusieurs véhicules et motos ». Bilan, « 10 morts et 13 blessés dans les rangs des FAMA et 46 terroristes neutralisés, plus de 20 pickups détruits, y compris ceux équipés

REPÈRES

7 septembre 2023 :

Double attaque revendiquée par le JNIM contre le bateau « Tombouctou » et la base militaire des FAMA à Bamba, dans la région de Gao

8 septembre 2023 :

Attaque du camp militaire de Gao

11 septembre 2023 :

Tirs d'obus sur l'aéroport de Tombouctou

12 septembre 2023 :

Affrontements entre la CMA et les FAMA à Bourem

d'armes ». Signe que la collusion réelle entre la CMA et le JNIM, comme ce fut le cas en 2012, est désormais bien intégrée dans la communication de l'armée. Ces affrontements

directs entre les deux principaux protagonistes signent aussi la « mort cérébrale » de l'Accord pour la paix signé en 2015, du moins en l'état, à moins que la communauté internationale, en l'occurrence l'Algérie, chef de file de la médiation, jusqu'alors silencieuse, ne tente de faire rasseoir les parties autour de la table.

Nouveau tournant En attendant, pour l'analyste politique et sécuritaire Moussa Djombana, la montée des tensions dans le nord s'explique par une combinaison de facteurs, notamment la volonté d'occupation de l'espace laissé par le départ progressif de la MINUSMA et le renforcement des capacités militaires des FAMA, qui envisagent des offensives, y compris dans les zones couvertes par le cessez-le-feu de 2014. « Cela a

provoqué la colère de la CMA, qui interprète cela comme une violation du cessez-le-feu et une agression », souligne-t-il. La reprise des hostilités, qui semblait inévitable entre les deux camps, fait basculer la situation sécuritaire dans le pays dans une nouvelle phase depuis la signature de l'Accord pour la paix et la réconciliation en 2015. À en croire M. Djombana, elle risque de se détériorer davantage par la suite. « Pour les autorités maliennes, les opérations visent les groupes armés terroristes, pas la CMA. Cependant, pour la CMA, la violation du cessez-le-feu de 2014 et la caducité de l'Accord pour la paix sont une réalité depuis quelque temps. Les FAMA ont pris Ber grâce à une opération militaire d'envergure, un bastion de la CMA depuis 2012, ce qui augmente la probabilité de nouveaux affrontements », analyse-t-il. Même son de cloche chez le géopolitologue et expert des groupes extrémistes au Sahel Dr. Alpha Alhadi Koïna. « On sait qu'aujourd'hui les groupes armés ne veulent pas du tout laisser l'armée s'installer confortablement dans certaines zones qu'ils prétendent être leurs fiefs. Ber était l'une d'elles. Aujourd'hui, l'armée est aussi déterminée à occuper Aguelhok, Tessalit et plus tard Kidal. S'il n'y a donc pas de négociations, il est fort probable que des affrontements aient lieu », avance-t-il.

Pour Dr. Koïna, la position et la posture actuelle des groupes armés s'expliquent par le fait que la MINUSMA étant en train de partir, « ils essaient d'occuper le plus tôt possible le terrain et d'harceler l'armée avant qu'elle ne puisse se positionner. Pour y parvenir, il est important pour ces groupes armés et terroristes de terroriser la population et de faire peur à l'armée ». « La CMA a tout à perdre si l'armée malienne récupère Kidal. Il est tout à fait normal qu'elle essaye de tout faire pour rester sur ses positions », glisse-t-il. ■

3 QUESTIONS À



ABDOULAYE TAMBOURA

Docteur en géopolitique, spécialiste des questions sécuritaires en Afrique sahélo-saharienne

1 Quel regard portez-vous sur le regain de tensions actuel dans le nord du Mali ?

Je pense qu'il faut situer ces événements dans un contexte généralisé. L'après IBK a été marqué par un certain rééquipement de l'armée malienne. Aujourd'hui, on peut dire qu'elle a fait sa mue en faisant du maillage sécurito-territorial un enjeu stratégique dans sa lutte contre le terrorisme. Cela explique la montée de la tension, parce que les groupes terroristes sont acculés. Et, à chaque fois que les groupes terroristes sont acculés, ils font des attaques spectaculaires pour montrer qu'ils sont là.

2 Quel sera l'impact de la reprise des hostilités entre les parties signataires de l'Accord sur la situation sécuritaire ?

Cet impact sera surtout au niveau de l'Accord issu du processus d'Alger qui, pour moi, est par ailleurs un accord en défaveur du Mali. C'est le moment pour les autorités de le mettre de côté.

3 Cet Accord est-il aujourd'hui caduc ?

Pour l'instant, il n'est pas caduc, même s'il y a une reprise apparente des hostilités. Les rebelles ont toujours un représentant au niveau du gouvernement et des membres qui sont dans les instances nationales et internationales. Mais, pour moi, l'Accord issu du processus d'Alger doit être déchiré et mis à la poubelle. Il faut geler tous les biens des dirigeants de l'ex-rébellion et si possible renégocier un autre accord, plus favorable au Mali.

LE JNIM VEUT-IL COUPER LE NORD DU RESTE DU PAYS ?

Le Groupe de soutien à l'islam et aux Musulmans (JNIM, acronyme arabe) cible de plus en plus les différents moyens de transport, laissant penser à la mise en œuvre d'une stratégie visant à couper le nord du reste du pays.

MOHAMED KENOUI

zones, avec beaucoup plus de subtilité », estime le journaliste Tiégoum Boubèye Maïga. « Le blocus au niveau de Léré, qui va jusqu'à Nampala en passant par Konna et Douentza, signifie, qu'on le veuille ou non, que le Mali est coupé est deux. Le bateau était le seul moyen ces derniers temps, les routes sont coupées et maintenant les avions sont menacés. Cela veut dire que quelque part aujourd'hui la mobilité est inexistante », poursuit-il. L'analyste politique et sécuritaire Soumaila Lah est du même avis. « Il y a le nord aujourd'hui qui est au centre de toutes les préoccupations. Je pense que le fait de s'attaquer à ces moyens de transport dénote de la volonté du JNIM de s'affirmer d'une part et d'envoyer un message clair à Bamako de l'autre, pour dire qu'ils ont toujours une certaine présence et qu'ils se battront jusqu'au bout », analyse-t-il. Ces attaques surviennent par

ailleurs dans un contexte où le groupe d'Iyad Ag Ghaly a placé la ville de Tombouctou sous blocus depuis quelques semaines, arrêtant les approvisionnements de l'extérieur, en provenance notamment de l'Algérie et de la Mauritanie. Dans cette stratégie, le JNIM a visiblement un allié de taille, la Coordination des mouvements de l'Azawad (CMA), déterminée de son côté à ne pas céder les zones sous son contrôle à l'armée malienne, qui est en train de reprendre toutes les emprises de la Minusma.

Pour M. Lah, la collusion entre la CMA et le JNIM dans les attaques récentes est avérée. « Ce n'est pas un fait nouveau. En 2012 il y avait déjà cela. Je pense que le fait d'être aujourd'hui en position de faiblesse oblige ces organisations à cheminer ensemble pour éventuellement prendre le pas sur les FAMA », souligne le Coordinateur national de l'Alliance citoyenne pour la réforme du secteur de la Sécurité. ■



Le bateau "Tombouctou" complètement calciné après l'attaque par le JNIM le 7 septembre dernier.

En s'en prenant au bateau « Tombouctou » le 7 septembre et à l'aéroport de Tombouctou 4 jours plus tard, le JNIM semble être dans une stratégie globale d'isolement des régions du nord du reste du pays.

« L'objectif est clairement de couper le nord du pays. Je pense que contrairement à 2012, où ils ont massivement et brutalement occupé les régions du nord jusqu'à Konna, cette fois-ci ils sont en train de reconquérir les mêmes

LES PRINCIPAUX ACTEURS SUR LE TERRAIN

La Coordination des mouvements de l'Azawad (CMA)

est une alliance de groupes rebelles créée le 28 octobre 2014. Elle est composée du Mouvement national de libération de l'Azawad (MNLA), du Haut conseil pour l'unité de l'Azawad (HCUA) et d'une aile du mouvement arabe de l'Azawad (MAA). Elle a signé en 2015 l'accord pour la paix. Le 8 février 2023, le MNLA, le HCUA et le MAA ont annoncé leur fusion en une seule entité. La CMA dont la collusion est établie avec le groupe terroriste du JNIM veut empêcher l'armée malienne de prendre possession des emprises de la MINUSMA dans la région de Kidal. Elle a attaqué les FAMA à Bourem dans la région de Gao. C'est dans cette localité que se trouve le contingent de l'armée qui doit occuper les camps qui seront rétrocédés à Kidal.



Le Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (GSIM)

(en arabe JNIM) a été fondé le 1er mars 2017. Il naît de la fusion d'Ansar Dine, d'Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI), de la katiba Macina et d'Al-Mourabitounne. La coalition terroriste est dirigée par Iyad Ag Ghaly et mène des opérations terroristes sur presque tout le territoire malien. Elle a revendiqué des attaques dans le nord, le centre et le sud du pays. Le groupe procède aussi à plusieurs enlèvements d'Occidentaux ou de locaux et demande rançon en retour pour leur libération. Le JNIM semble avoir adopté une nouvelle stratégie en s'attaquant aux civils comme l'illustre l'attaque du bateau Tombouctou qui a fait de nombreux morts. Le groupe se refusait avant à revendiquer des attaques ayant fait des victimes civiles.



L'Etat islamique dans le grand Sahara (EIGS)

fondé en 2015 est la branche sahélienne de ce groupe terroriste lancé par Abu Musab Al-Zarqawi. Le groupe, particulièrement violent, s'est illustré par plusieurs massacres de civils au Mali, au Niger et au Burkina Faso. Ces trois pays sont leur zone d'intervention privilégiée. Au Mali, elle opère surtout dans la zone des trois frontières où elle a mené des batailles pour le contrôle de ce territoire contre son rival du JNIM mais également dans la région de Ménaka. Pour l'heure, les combats entre l'armée et le JNIM ainsi que la CMA ne se déroulent pas dans des zones d'action de l'EIGS.



Le Cadre stratégique permanent (CSP)

est une coalition de mouvements politiques et militaires formée le 6 mai 2021 à Rome. Elle réunit la Coordination des mouvements de l'Azawad (CMA) et la Plateforme des mouvements du 14 juin 2014 d'Alger. Un communiqué daté du 10 septembre sous le sceau du CSP assure que le cadre va adopter des mesures de légitime défense contre l'Etat. Mais le MSA et la Plateforme, membres du CSP se sont désolidarisés du communiqué, assurant ne pas y avoir été associés. La plateforme est composée de plusieurs mouvements notamment : Le Groupe autodéfense touareg Imghad et alliés (GATIA), La Coordination des mouvements et Front patriotique de résistance (CM-FPR), Une aile du Mouvement arabe de l'Azawad (MAA) ou encore le Mouvement pour le salut de l'Azawad (MSA).



L'EAU C'EST LA VIE LA VIE C'EST

EAU MINÉRALE
DIAGO
NATURELLE



SPONSOR OFFICIEL DE VOTRE SANTÉ



VERS UN NOUVEAU FEUILLETON JUDICIAIRE AU RPM ?

Le président sortant du Rassemblement pour le Mali (RPM), Dr. Bocary Tréta, a été réélu à la tête du parti à l'issue d'un Congrès extraordinaire tenu les 26 et 27 août dernier. Loin de mettre fin aux divisions qui gangrèment le parti, ce congrès pourrait ouvrir un nouveau chapitre de la bataille judiciaire entre les deux tendances opposées pour son contrôle.

MOHAMED KENOVI

Pour les organisateurs de ce Congrès extraordinaire, plus de 75 sections du parti étaient favorable à sa tenue, ce qui dépasse largement les 2/3 recommandés par l'article 30 des statuts du RPM. Mais, selon la tendance opposée, qui a boycotté le rendez-vous, cela relève du « mensonge et de la manipulation ». « Ils ont gonflé le nombre de nos structures et la qualité de la représentation des sections n'y était pas. Une semaine avant la tenue du congrès, notre tendance a réuni 41 sections de l'intérieur, qui n'ont pas participé au Congrès extraordinaire », affirme Maître Baber Gano, Secrétaire général sortant du parti et Porte-parole du Collectif pour la défense des statuts et règlement intérieur du RPM (CDSRI-RPM).



Le différend au RPM entre Dr Bocary Tréta et Me Baber Gano est loin d'être enterré.

Secrétaire chargé de l'environnement, ou encore Mme Belco Samassékou, ancienne 2ème Secrétaire chargée des relations avec les élus.

justice qui sont intervenues dans le cadre du contentieux qui a nous a opposé à cette tendance », se justifie le Porte-parole du Collectif. Toutefois, à en croire une source proche du camp Tréta, une Commission de conciliation avait été mise en place pour démarcher tout le monde avant l'organisation du congrès, mais elle s'est heurtée au refus catégorique des membres du collectif de toutes les propositions mises sur la table, celui-ci demandant en retour uniquement le départ de Bocary Tréta.

Nous ne sommes pas allés au Congrès extraordinaire puisqu'il s'agissait d'un congrès organisé unilatéralement par un clan et qu'il était contraire aux statuts et règlements intérieur du parti...

Désaccords persistants

Ce collectif, qui avait saisi la justice pour l'annulation des résolutions du Comité central du parti tenu en décembre 2021, regroupe en son sein de grandes figures du RPM, dont, entre autres, Mamadou Diarassouba, ancien Secrétaire à l'organisation et Président de la Fédération des sections RPM de Koulikoro, Mahamane Baby, ancien Secrétaire chargé de l'emploi et de la formation professionnelle, Issa N. Traoré, ancien Secrétaire politique adjoint, Mamédy Sidibé, ancien Secrétaire général de la section de Yanfolilla, Siaka Batouta Bagayoko, ancien

Selon eux, Dr Bocary Tréta ne pouvait pas convoquer un congrès en raison de son statut d'ancien Président du RPM. Par conséquent, les membres du collectif avaient proposé la mise en place d'un directoire paritaire entre les deux parties pour renouveler les instances du parti à la base avant d'aller au congrès. « Nous ne sommes pas allés au Congrès extraordinaire du 26 août, qui ne nous concernait pas, puisqu'il s'agissait d'un congrès organisé unilatéralement par un clan et qu'il était contraire aux statuts et règlements intérieur du parti et contraire aux décisions de

Riposte ? Alors que pour certains, la réélection de Bocary Tréta à la tête du parti des Tisserands pour les cinq prochaines années ouvre la voie à un départ du RPM des membres de la tendance opposée, celle-ci ne s'avoue pas pour autant vaincue et compte mener des actions pour reprendre le contrôle du parti. « Nous ne claquerons pas la porte du RPM. C'est nous qui avons construit ce parti et nous n'allons pas détruire ce que nous avons construit. Nous allons obliger les fraudeurs à se mettre dans les rangs. Le parti ne pourra pas

EN BREF

MALI-BURKINA-NIGER : LES LIENS DE COOPÉRATION SE RAFFERMISSENT

Le ministre de l'Administration territoriale et de la décentralisation, accompagné de celui des Affaires étrangères et de la coopération internationale, s'est rendu le 11 septembre 2023 à Ouagadougou puis à Niamey. Dans les deux pays où la délégation malienne a été reçue par les présidents de transition, elle était porteuse d'un message du Colonel Assimi Goïta à ses homologues burkinabé et nigérien. « Nous avons des défis communs aussi bien sur le plan sécuritaire, socio-économique, politique. Pour faire face à ces différents défis, il est de bon aloi que les différents responsables de nos pays se concertent régulièrement », a indiqué le Colonel Abdoulaye Maïga au sortir des audiences. Au Niger, cette visite d'amitié et de travail a été aussi marquée par une séance de travail avec le Premier ministre nigérien. Pour rappel, les trois pays dirigés par des militaires entretiennent d'excellentes relations et sont dans une dynamique de mutualisation des efforts en vue de l'éradication des mouvements terroristes qui sévissent au Burkina, au Mali et au Niger. ■

être dirigé par une bande de meneurs de hold up. C'est un hold up politique qu'ils ont fait, mais nous allons y mettre fin », promet Me Gano, qui affirme par ailleurs attendre la publication des résolutions issus des assises des 26 et 27 août pour entamer des actions contre ce « congrès putatif, qui n'a pas d'existence légale ».

« Ce bureau sera attaqué et il tombera. Ce congrès ne peut pas demeurer dans les annales des congrès du parti. Ils ont organisé un Congrès extraordinaire alors que nous étions dans le cadre d'un congrès ordinaire », clame l'ancien ministre de l'Intégration africaine. ■



Consommer Sahel Infusion, c'est consommer le Made in Mali.



Tél : (+223) 20 21 04 07 / 66 75 84 79 / 66 74 96 62 / 66 74 67 78

Site web : www.sahelinfusion.com

LA BCEAO RELÈVE UNE NOUVELLE FOIS SON TAUX DIRECTEUR

Le Comité de politique monétaire (CPM) de la Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) a décidé, lors de sa session ordinaire du 6 septembre 2023, du relèvement des taux directeurs de la Banque centrale à compter du 16 septembre 2023. Le principal taux directeur auquel la banque centrale prête aux banques commerciales passe de 3 à 3,25%. Une décision destinée à prévenir les risques liés à l'inflation.

FATOUmata MAGUIRAGA

Avec une croissance projetée à 5,6% en 2023, l'activité économique dans la sous-région reste plutôt dynamique, selon la BCEAO. Les crédits au financement évoluent au rythme annuel de 16%. Et l'inflation, qui avait atteint 5,8% au premier trimestre 2023, a baissé à 4% au deuxième trimestre, pour se situer à 3,4% en juillet. Mais pas encore au niveau de la cible, la fourchette de 1 à 3%. Il y a aussi des risques d'inflation sur les produits pétroliers et il existe des risques dans la sous-région qui peuvent avoir un impact sur la production. L'inflation sur le plan international reste élevée, entraînant des difficultés pour mobiliser les fonds internationaux. Toutes choses qui justifient, selon les responsables de la BCEAO, le rehaussement des taux directeurs.



La BCEAO a décidé de relever son taux directeur à 3,25%.

en 2023. S'agissant des projections, le rapport note que les perspectives 2023 sont soumises à des risques liés au calendrier électoral et au resserrement des conditions financières. L'augmentation du coût du financement sur le marché régional sur les 12 derniers mois est aussi un facteur de risque important, compte tenu des besoins élevés de financement intérieur. Le resserrement de la politique monétaire a aussi entraîné une hausse des rendements des Bons du Trésor à 6-12 mois et des Obligations du Trésor à 5 ans dans les pays de l'Union économique et monétaire

Taux directeur BCEAO :
3,25%
Taux d'inflation :
3,4%

Prévenir la concrétisation des risques En ce qui concerne le Mali, l'inflation annuelle moyenne a augmenté pour atteindre 9,7% en 2022, essentiellement en raison des coûts des denrées alimentaires, selon la note de la Banque mondiale sur la situation économique du Mali

ouest africaine (UEMOA). « Les risques de liquidité et de refinancement et les difficultés des finances publiques qui en découlent pourraient peser sur l'économie au sens large et sur la société, en réduisant les dépenses sociales et les investissements et en accentuant potentiellement l'accumulation des arriérés ».

La note de la Banque mondiale attire aussi l'attention sur les risques que font peser les chocs climatiques sur l'agriculture et le pastoralisme, mais indique qu'il sera possible de réduire l'impact en renforçant la résilience financière grâce à des instruments pour protéger ces secteurs.

Gomme arabique Le Mali profite de la crise au Soudan

Le Mali a exporté environ 11 000 tonnes de gomme arabique en 2020. Une production en croissance depuis qui pourrait profiter de la crise au Soudan, premier producteur de « l'or du Sahel ». En effet, depuis le mois d'avril, le pays est plongé dans une crise et des combats opposants l'armée et les Forces de soutien rapide (RSF) para-

militaires, avec de graves conséquences humanitaires et une forte dégradation de la situation économique ainsi qu'une chute des exportations. Parmi lesquelles celle de la gomme arabique, dont le pays est le premier producteur et exportateur mondial. Selon Commodafrica, la baisse de l'importation du produit en provenance de

ce pays chez les principaux importateurs (La France, les États-Unis et l'Inde, également productrice) est conséquente. Elle s'élève respectivement à 38%, 20% et 28% sur le premier semestre 2023 par rapport au 1er semestre 2022, selon les statistiques données par N'Kalô. Une baisse qui profite largement aux origines Mali et Sénégal. Pour les trois

EN BREF

SOMABIS : UN FINANCEMENT POTENTIEL DE 4 MILLIONS D'EUROS

L'International Finance Corporation (IFC) pourrait accorder un prêt de 4 millions d'euros à la Société malienne de biscuiterie (Somabis) pour l'extension de sa capacité de production dans une nouvelle usine située à Banancoro, dans la commune de Sanankoroba, au sud de Bamako. Le prêt d'un montant de 2 millions d'euros pour fonds propres et 2 millions de l'IDA vise à soutenir le programme d'investissement de la société et comprend un projet de 6,6 millions d'euros, précise l'institution de financement. Il permettra d'augmenter la capacité de production de l'entreprise sur un nouveau site avec l'installation d'une nouvelle ligne de production de biscuits de pointe de 1 200 kg par heure (par rapport à la ligne actuelle de 650 kg par heure) et d'une ligne de production de gaufrettes de 500 kg par heure, ce qui constituera un nouveau segment d'activité pour la société. Le site, dans la nouvelle zone industrielle de Banancoro, accueillera 2 entrepôts pour l'usine et un bâtiment administratif. Dans la description du projet dévoilée ce 6 septembre, l'IFC indique que l'équipe des services de conseil explore un soutien potentiel avec des programmes de gestion financière pour aider à renforcer les opérations, structures, processus et pratiques de Somabis. ■ F.M

Fly Pour une connexion plus accessible

Mohamed Tandjigora est un ingénieur en informatique formé en Tunisie et en France. Dès la fin de ses études, en 2014, il crée Fly, une entreprise de services numériques. Il commence avec des prestations de services (création de sites et applications mobiles) pour entreprises et particuliers. Mais les difficultés des clients et des utilisateurs le convainquent de la nécessité de rendre la connexion plus accessible.

Parce que le marché n'était pas prêt pour ce type de technologie. La connexion coûtait cher et après la création se posait la question de comment faire pour maintenir en activité le site », explique le promoteur. « Après analyse, nous avons mis en place le projet Fly Wifi pour offrir un accès aux utilisateurs et un temps de navigation permettant d'effectuer divers services ». C'est ainsi qu'en 2019, après l'acquisition des premiers matériels, il effectue des tests auprès du grand public. Le premier problème étant la visibilité, car ce service était peu compris.

C'est finalement en 2020, lors de la pandémie de Covid-19, quand les gens restaient à la maison, que s'est imposé le besoin croissant de rester connecté. Fly s'est donc installé à Niamakoro, en Commune VI du District de Bamako. Le premier prototype fut ensuite amélioré. Au départ, la portée de la Wifi ne dépassait pas 100 mètres. Actuellement, la couverture est d'un kilomètre de rayon dans ce quartier. Ailleurs, à Badalabougou et Daoudabougou, elle est de 500 mètres. Concernant, la facturation elle se fait par heure pour 100 francs CFA, 200 francs pour



La stratup Fly du jeune entrepreneur veut rendre la connexion plus accessible.

3 heures et 500 francs CFA pour 9 heures en illimité. Ce qui peut attirer les jeunes, aux revenus modestes.

Rentabilité Ce coût est-il rentable pour l'entreprise ? « La rentabilité viendra après, l'objectif est de tenir les charges et de faire l'acquisition de nouveaux matériels », explique M. Tandjigora. Il y a peu d'excédent, mais grâce aux autres services qu'il offre, avec son équipe de 8 per-

sonnes dont 5 permanents, les ressources sont utilisées pour renforcer les capacités dans cette phase de consolidation. Fly ambitionne de renforcer la couverture dans les zones desservies et de permettre de plus surfer sur internet. Plutôt qu'une concurrence, elle envisage des partenariats avec les opérateurs classiques pour étendre la fibre, la connexion satellitaire étant plus coûteuse. ■

FATOUmata MAGUIRAGA

afribone

Connexion Internet illimitée
jusqu'à 40 Mbits/s
à votre domicile

20 28 00 00

www.afribone.com

UN CAS DE DENGUE CONFIRMÉ À BAMAKO

Dans un communiqué publié ce 12 septembre 2023, le Directeur général de la Santé et de l'hygiène publique a informé les responsables sanitaires de la confirmation d'un cas de dengue dans le District de Bamako. Une recherche active est en cours pour confirmer d'autres cas éventuels. Face à la menace, des mesures ont été édictées.

FATOUMATA MAGUIRAGA



Les services de santé sont en alerte après la découverte d'un cas de Dengue le 12 septembre 2023.

Suite à la découverte d'un premier cas le 9 septembre 2023, des recherches ont été entreprises pour identifier 12 personnes contacts attendant d'être fixées sur leur statut, précise le communiqué du Directeur général de la Santé. Parmi les mesures préventives prescrites par les autorités figurent la notification immédiate d'informations relatives aux éventuels cas, la sensibilisation sur les gestes à promouvoir pour détruire les sites du moustique vecteur, la prise en charge des éventuels cas et l'application stricte des mesures de soins en isolement. Le cas confirmé est sous traitement et la personne se porte bien, affirme Dr Cheick Amadou Tidiane Traoré, Directeur général de la Santé.

Un cas, une épidémie Le Mali a connu une épidémie en 2019 et 2020 de cette maladie presque endémique, où

un seul cas peut être considéré comme une épidémie, parce que les complications peuvent être fatales, ajoute le Directeur général de la Santé. Transmise par le moustique Aedes (ou moustique tigre), la maladie a des symptômes qui peuvent ressembler à ceux du paludisme, aussi transmis par un moustique. C'est pourquoi les autorités sanitaires

Le Mali a connu une épidémie en 2019 et 2020 de cette maladie presque endémique, où un seul cas peut être considéré comme une épidémie, parce que les complications peuvent être fatales.

recommandent de recourir aux structures de santé pour un diagnostic fiable et de respecter la pyramide sanitaire. Même si les complications peuvent alarmer, il est utile de se référer aux structures sanitaires et surtout de prévenir la

maladie. Se prémunir contre les moustiques et prendre soin de l'environnement afin d'amoinrir le coût du traitement et le cycle de la maladie, conseillent les spécialistes. Encore appelée « grippe tropicale », cette maladie virale progresse actuellement et est inscrite au nombre des maladies « ré émergentes ». L'Organisation mondiale de la santé (OMS) estime le nombre de cas annuels à 50 millions, dont 500 000 cas de dengue hémorragique qui sont mortels pour plus de 2,5% des patients. Le nombre de personnes vivant dans les zones à risque est estimé à 2 milliards.

Le virus responsable de la maladie a plusieurs types. Une personne infectée par un virus peut être réinfectée par un autre, de type différent, et

accroître son risque de développer une forme sévère de la maladie. La forme hémorragique, qui représente 1% des cas de dengue dans le monde, peut être extrêmement sévère, avec une fièvre persistante et des hémorragies multiples. ■

EN BREF

KABAKOO ACADEMIES À LA RECHERCHE DE TALENTS



Pour encourager ou faire découvrir de nouveaux talents, Kabakoo Academies organise Kabakoo Talents Challenge les 14, 15 et 16 septembre 2023. Une opportunité unique pour les passionnés d'intelligence artificielle (IA), de développement et de design de « libérer leur talent ». Une occasion idoine pour devenir le prochain talent de Kabakoo, expliquent les initiateurs. Il s'agit pour cette organisation regroupant les passionnés d'horizons divers de développer leurs compétences, d'élargir leur réseau et de donner vie à leurs idées. « Ensemble, innovons pour construire le futur », c'est le credo de ces jeunes déterminés à trouver les solutions innovantes aux maux actuels. Il s'agira donc de 3 jours de « hackathon pour travailler sur un projet technique » dans son domaine, avec le soutien et les conseils de mentors. Plusieurs prix sont prévus à l'issue de ce concours de recrutement. Un stage de 6 mois rémunéré 100 000 francs CFA par mois chez Kabakoo pour le premier prix dans chaque domaine. Alors que le deuxième et le troisième prix recevront respectivement 200 000 et 100 000 francs chacun. Des ateliers animés par des mentors pour le perfectionnement et l'apprentissage des dernières tendances en intelligence artificielle, design UI/UX et développement Front-end sont annoncés, ainsi que des rencontres et du networking avec des passionnés de la technologie et des experts. ■

F.M

F.M

DES RÉPUBLICAINS VEULENT LANCER UNE PROCÉDURE DE DESTITUTION CONTRE JOE BIDEN

Le bras de fer est engagé. Le chef républicain de la Chambre américaine des représentants, Kevin McCarthy, a annoncé mardi 12 septembre lancer une enquête en destitution contre Joe Biden, face aux affaires controversées de son fils à l'étranger.

BOUBACAR SIDIKI HAIDARA



Les Républicains n'excluent pas l'option d'une procédure de destitution contre le président Joe Biden.

À 14 mois de la présidentielle de novembre 2024, c'est un pari risqué pour les Républicains : avec une infime majorité de 4 voix à la Chambre, ils ne sont pas certains d'avoir assez de soutiens pour voter une mise en accusation de Joe Biden. Et quoi qu'il arrive, d'après l'AFP, les Démocrates ont la majorité au Sénat et pourront bloquer une destitution du Président américain, qui nécessite une super majorité des deux tiers (67 voix sur 100). La Maison Blanche a immédiatement dénoncé cette enquête, accusant les Républicains de recourir à la « pire

des manœuvres politiciennes extrêmes ». La Constitution américaine prévoit que le Congrès peut destituer le Président en cas de « trahison, corruption ou autres crimes et délits majeurs ». Les Républicains de la Chambre des représentants, majoritaires depuis janvier, instruisent une série d'enquêtes parlementaires sur les affaires du fils cadet de Joe Biden. Ces élus ont « identifié des allégations sérieuses et crédibles sur la conduite du Président Biden », a assuré Kevin McCarthy, accusant le Démocrate d'alimenter une « culture de la corruption ». Hunter Biden, ancien homme

d'affaires de 53 ans, est devenu une cible privilégiée de la droite américaine. Les élus lui reprochent notamment d'avoir fait des affaires douteuses en Ukraine et en Chine alors que Joe Biden était Vice-président de Barack Obama (2009 - 2017), en capitalisant sur les réseaux et le nom de son père. Joe Biden a toujours soutenu publiquement son fils, au passé de toxicomane, également aux prises avec la justice. Cette annonce intervient alors que des doutes subsistent sur l'état de santé du Président Biden. Lors d'une conférence de presse donnée à l'occasion d'une visite diplomatique à Hanoï, au Vietnam, le 10 septembre 2023, le Président des États-Unis s'est illustré par des réponses surprenantes. La Porte-parole de la Maison-Blanche a fini par interrompre la séance. À noter que jamais un président n'a été destitué dans l'histoire américaine. Trois ont été mis en accusation : Andrew Johnson en 1868, Bill Clinton en 1998 et Donald Trump en 2019 et en 2021. Mais tous ont été finalement acquittés. Richard Nixon a préféré démissionner en 1974 pour éviter une destitution certaine en raison du scandale du Watergate. ■

UNE SEMAINE DANS LE MONDE

MIGRATION : LES EURODÉPUTÉS CRITIQUENT L'ACCORD UE - TUNISIE

« Pacte avec le diable », « accord sale ». Le protocole d'accord entre l'UE et la Tunisie sur les migrations et la coopération économique, signé mi-juillet, a subi les foudres des députés européens le 12 septembre, lors de la rentrée politique du Parlement européen à Strasbourg. Négocié en Tunisie par un trio formé de la Présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, du Premier ministre néerlandais Mark Rutte et de la Présidente du Conseil italien Giorgia Meloni, cet accord avait été présenté comme un « modèle » à suivre avec d'autres pays du nord de l'Afrique pour limiter les départs des migrants vers l'UE. Il ne s'est trouvé aucun député, hormis à l'extrême droite et sur les bancs du PPE (Démocratie chrétienne), pour défendre le texte. Les élus socialistes, écologistes, libéraux et conservateurs ont jugé l'accord inefficace, les arrivées en provenance de Tunisie étant en hausse depuis deux mois. Ils ont aussi dénoncé la répression sanglante exercée contre les migrants par le régime du Président tunisien Kais Saïed. Les Eurodéputés n'apprécient pas d'avoir été écartés des négociations. ■

ÉCHOS DES RÉGIONS

MAHINA - BAFOULABÉ : DE FORTES PLUIES

Alors qu'elles se faisaient rares depuis le début de l'hivernage, les fortes pluies sont de retour à Mahina, situé à 6 km, et à Bafoulabé, tous deux situés sur le fleuve Bafing. Les deux localités ont subi de fortes précipitations en ce début du mois de septembre. À Mahina, elles ont entraîné l'effondrement de plusieurs habitations en banco, informe Studio Tamani. La situation, plutôt habituelle en cas de pluies abondantes, est aggravée par l'absence de canalisations et la situation particulière de cette commune, à cheval entre le fleuve et la rivière. Même si on observe une accalmie depuis le début de la semaine, le 11 septembre les habitants restaient sur le qui-vive. Plusieurs personnes se sont déjà déplacées, mais d'autres, sans doute faute de moyens, sont restées sur place, redoutant de nouvelles pluies qui risquent de compliquer leur situation. ■

F.M

F.M

Méga-barrage sur le Nil Relance des tensions entre l'Éthiopie et l'Égypte

L'Éthiopie a annoncé le 11 septembre avoir terminé le remplissage du grand barrage de la Renaissance qu'elle a construit sur le Nil, ravivant les tensions avec l'Égypte, qui a condamné une opération « unilatérale » et « illégale ». Le Soudan, autre pays situé en aval de ce méga-barrage et en proie depuis plusieurs mois à une sanglante guerre entre généraux, n'a pas encore réagi. Le ministère des Affaires étrangères égyptien a déclaré dans un communiqué le « remplissage du réservoir du barrage de la Renaissance sans accord avec les deux pays en aval [l'Égypte et le Soudan] est illégal » et « pèsera » sur les négociations entre les trois pays. L'Égypte considère ce méga-

barrage, présenté comme le plus grand d'Afrique, comme une menace existentielle, car le pays dépend du Nil pour 97% de ses besoins en eau. Avec ce barrage hydroélectrique (1,8 kilomètre de long, 145 mètres de haut), capable de générer à terme plus de 5 000 mégawatts, l'Éthiopie entend doubler sa production d'électricité. Aujourd'hui, seule près de la moitié de ses 120 millions d'habitants y a accès. « Il y a eu beaucoup de défis, nous avons souvent été poussés à faire marche arrière. Nous avons eu un défi interne et des pressions extérieures. Nous avons atteint [ce stade] en faisant face avec Dieu », s'est félicité le Premier ministre éthiopien Abiy Ahmed. ■

LES HÔTES DES CAN 2025 ET 2027 BIENTÔT CONNUS

Après plusieurs mois d'inspection et de débats, la CAF dévoilera bientôt les noms des pays retenus pour l'organisation des Coupes d'Afrique des Nations 2025 et 2027. Le Maroc et l'Algérie se livrent un duel fratricide.

BOUBACAR SIDIKI HAIDARA



Les responsables de la CAF se réuniront le 27 septembre prochain pour désigner les pays hôtes des prochaines CAN.

Les 24 qualifiés pour la prochaine Coupe d'Afrique des Nations, du 13 janvier au 11 février 2024 en Côte d'Ivoire, sont désormais connus. La prochaine date à retenir pour ces sélections est le 12 octobre prochain, pour le tirage au sort de la compétition. En attendant, la Confédération africaine de football (CAF)

planche sur les hôtes des prochaines CAN, celle de 2025, retirée finalement à la Guinée, et celle de 2027. Après plusieurs semaines de débats et d'hésitations, elle a décidé de dévoiler bientôt les noms. « Nous nous réunirons à nouveau au Caire le mercredi 27 septembre 2023 pour discuter et prendre des décisions concer-

nant les pays qui se verront attribuer la CAN Total Energies 2025 et la CAN 2027 », a annoncé le Président de la CAF, Patrice Motsepe, dans un communiqué. Le Maroc, l'Algérie, le duo Nigeria-Bénin et la Zambie sont candidats pour l'édition 2025. Si pour beaucoup d'observateurs, les deux premiers cités ont un avantage sur les autres, le Maroc semble le mieux tenir la corde. Les « Frères ennemis » du Maghreb ont mené d'intenses activités de lobbying pour faire pencher la décision en leur faveur. Mais les tensions politiques qui ont entraîné la non-participation du Maroc au CHAN organisé en Algérie en début d'année a laissé un goût amer aux dirigeants de la CAF. Ces derniers veulent à tout prix éviter qu'un tel scénario ne se reproduise, plus encore après que les Lions de l'Atlas soient devenus la première sélection africaine de l'histoire à disputer une demi-finale de Coupe du monde. En outre, le royaume chérifien, qui vient de subir un terrible séisme, a des infrastructures sportives de qualité et l'expérience des grandes compétitions. Consciente que 2025 sera compliquée, l'Algérie est également candidate pour l'organisation de la CAN 2027. Elle est en compétition avec le Botswana, l'Égypte, le Sénégal et le trio Kenya-Ouganda-Tanzanie. Les jeux sont très ouverts, même si l'Égypte part avec les faveurs des pronostics. Mais elle a organisé la compétition en 2019, ce qui pourrait inciter la CAF à se tourner vers d'autres pays. Verdict le 27 septembre prochain. ■

Wilder-Joshua Combat de nouveau repoussé

En août dernier nous annonçons la tenue pour janvier 2024 d'un combat de boxe très attendu entre Anthony Joshua et Deontay Wilder. Mais, selon plusieurs informations, il est repoussé. Cette affiche, une véritable Arlésienne, doit en principe se tenir en Arabie Saoudite. « C'est un processus lent et frustrant. Maintenant, nous allons explorer d'autres pistes pour ce combat. C'est un des plus gros combats de tous les temps dans la division [...]. Nous avons un accord de principe, mais tôt ou tard, nous devons aller de l'avant [...]. Si on ne peut pas organiser pour janvier, nous allons repousser pour mars ou avril », a déclaré le manager et promoteur d'Anthony Joshua, Eddie Hearn. Un combat entre les deux boxeurs est annoncé depuis 2018 alors qu'ils détenaient les principales ceintures de champions. L'entente entre les deux boxeurs était de deux combats : le premier combat en Arabie Saoudite et le second en Afrique. ■ **B.S.H**



CARTONS DE LA SEMAINE

L'arbitre principal **Boubou Traoré dit Peni Peni** et l'assistant **Modibo Samaké** sont les deux arbitres maliens retenus par la CAF pour la préparation des officiels à la CAN Côte d'Ivoire 2023. Traoré en tant qu'arbitre central Élite A a déjà officié lors de plusieurs rencontres internationales cette année.

L'ex Président de la Fédération espagnole de football, **Luis Rubiales**, est convoqué par la justice, a annoncé le 12 septembre un tribunal madrilène, dans le cadre de l'enquête sur son baiser forcé à la joueuse Jennifer Hermoso après le sacre mondial de la Roja féminine. Il est accusé d'agression sexuelle.

« RETISSER LA CONVERSATION », POUR LA PAIX ET LE VIVRE ENSEMBLE

Numeric'ar est l'un des outils du projet « Retisser la conversation » dont l'objectif est de rétablir le dialogue et les échanges entre les communautés. L'initiative de l'association Culture en partage entend à travers le numérique instaurer un espace de dialogue pour favoriser à travers la culture, la paix et le vivre ensemble.

FATOUmata MAGUIRAGA



Le projet Numeric'ar veut instaurer un dialogue entre les communautés.

Un car, plusieurs compartiments : un compartiment pour les voyageurs, un salon de visionnage de films VR et un dernier constitué d'une bibliothèque pour les livres numériques. Ce dispositif, destiné à sillonner les villes du Mali, veut sensibiliser les jeunes, et au-delà le grand public, aux concepts culturels clés qui constituent le ciment de notre société, autour d'événements comme « Sho Gne-najè », la fête du haricot autour de la co-

hésion sociale, la journée culturelle « Jiri ka hakè to », l'excuse aux arbres sur la problématique de la protection de l'environnement, et « Macina gwa kuru » sur la sécurité alimentaire et le vivre ensemble. Les tournées du Numeric'ar sont des tournées d'animation culturelle dans les écoles, les universités, les centres culturels et les espaces publics. Il s'agit de rétablir la conversation et le dialogue dont le pays a besoin pour sortir de la crise multi-

forme qu'il vit, expliquent ses promoteurs. Contes, théâtre, marionnettes, différents modes d'expression seront sollicités pour véhiculer des messages de paix.

La paix par les armes sociales La culture demeure un vecteur essentiel de l'entente et de la cohésion. Surtout dans un pays comme le Mali, où la diversité constitue à la fois une richesse et un levier important pour tisser et maintenir les liens. Face à la barbarie et la violence, le projet veut opposer les « armes sociales », indispensables pour recoudre le tissu social et compléter la réponse sécuritaire. Bamako, Ségou, Sikasso ou encore Mopti constitueront des étapes cruciales pendant trois ans, grâce à un partenariat entre l'Union européenne et l'ONG APS. Les initiateurs ambitionnent même de pouvoir faire la même chose dans la sous-région après l'étape nationale. L'utilisation de la réalité virtuelle et du numérique sont un moyen de faire accéder les jeunes à la culture et une façon de rendre l'utilisation de ces outils plus positive. « Le projet Retisser la conversation est une opération culturelle qui vise à développer un imaginaire commun entre les filles et fils du Mali », expliquent ses initiateurs. Leur principal défi est celui de la sécurité, car le projet vise à toucher un public large au niveau national, surtout celui situé dans les zones aujourd'hui touchées par l'insécurité. ■

INFO PEOPLE

TAYLOR SWIFT
RAFLE TOUT LORS
DES MTV AWARDS



Carton plein pour Taylor Swift. La star a presque tout raflé à l'occasion de l'édition 2023 des MTV Video Music Awards le 12 septembre. Parmi eux : le prix de la meilleure chanson, de la meilleure musique pop, de la meilleure réalisation et le prix du meilleur clip vidéo pour son tube « Anti-Hero ». L'artiste a également décroché le prix de l'album de l'année pour « Midnights » ou encore celui du meilleur show de l'été. Actuellement en tournée avec son « Eras Tour », Taylor Swift a ainsi damé le pion à Beyoncé et son « Renaissance Tour ». « C'est incroyable », a lancé la superstar multimillionnaire et aux dizaines de millions d'abonnés sur les réseaux sociaux, en acceptant le prix le plus important de la soirée, celui du meilleur clip vidéo, qu'elle avait déjà remporté en 2022.

LA MAISON DE
GIMS ENDOM-
MAGÉE LORS DU
SÉISME AU MAROC



Le terrible séisme survenu au Maroc le 8 septembre 2023 a fait beaucoup de dégâts...Et n'a pas épargné la villa de Gims, située à Marrakech. Une demeure comportant notamment un spa, une très grande piscine intérieure chauffée, un jacuzzi ainsi qu'une salle de projection pour regarder des films et des séries. En arrivant à son domicile, l'interprète de Bella a constaté des énormes fissures sur les différents murs de l'une de ses pièces. Point positif tout de même pour lui, sa famille en est sortie indemne. « J'ai un choc quand je me dis que j'aurai pu perdre mes enfants », a confié Demdem, la femme de Gims, en Story sur Instagram.

Journal du Mali
L'hebdo

Directeur de publication :
Mahamadou CAMARA
mcamara@journaldumali.com

Directrice déléguée :
Aurélien DUPIN
aurelie.dupin@journaldumali.com

Rédacteur en chef :
Boubacar Sidiki HAÏDARA

Secrétaire de rédaction :
Ramata DIAOURE

Rédaction :
Idelette BISSOU - Boubacar Sidiki
HAÏDARA - Mohamed KENOUVI -
Fatoumata MAGUIRAGA - Aly Asmane
ASCOFARÉ

Photographie : Emmanuel B. DAOU

Infographiste : Marc DEMBÉLÉ

JOURNAL DU MALI L'HEBDO, édité
par IMPACT MÉDIA Presse.
Hamdallaye ACI 2000 - Immeuble
Badenya, près MÆVA Palace - Bamako
Tél : + 223 44 90 26 40
www.journaldumali.com
contact@journaldumali.com

Nous sommes la banque des PME

Ici à Bamako, comme partout en Afrique, les PME imaginent, construisent et font fonctionner les villes. Les PME sont au cœur de nos économies. BANK OF AFRICA les soutient et les accompagne, partout et tout le temps.

Des produits
sur mesure

770
milliards F CFA*
de prêts disponibles

25**
espaces
dédiés

Offre
BUSINESS

* Sur 3 ans, pour tout le groupe.
** Ensemble du groupe.